



L'Internationaliste

“Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !”

Retrait

de la

Loi Macron

Tous en grève

le 9 Avril !

N°151 - Mars 2015 - 2 euros

Groupe Socialiste Internationaliste
Pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Édito

Tous en grève le 9 avril pour le retrait de la loi Macron !

La Commission européenne a fixé à la France le vendredi 27 février de nouveaux objectifs de réduction du déficit public, exigeant qu'elle le porte à 3,4 % en 2016 avant d'atteindre 2,8 % du produit intérieur brut (PIB) en 2017 grâce à des mesures d'économie supplémentaires. Pour atteindre son objectif, le gouvernement français doit aller plus loin que les 50 milliards d'euros d'économie du pacte de responsabilité (3 à 4 milliards de plus, rien que pour cette année).

Logiquement, le commissaire européen aux Affaires économiques Pierre Moscovici (membre du PS bourgeois), jugeant que la loi Macron était un « premier pas », a affirmé que cette loi était « ce qu'on appelle à Bruxelles une réforme structurelle, parce que ça permet de modifier un certain nombre de comportements, d'ouvrir à la concurrence, et à partir de ce moment de permettre à l'économie française d'être "plus souple et plus réactive" ». Cette loi est un concentré de toute la politique procapitaliste du gouvernement pour faire payer la crise et la dette aux travailleurs, c'est pourquoi nous devons contribuer à faire du 9 avril un succès !

D'après le ministre du Travail François Rebsamen, « Oui, il y a plus de travailleurs pauvres dans certains pays, mais au moins, ils travaillent »

Alors que le chômage augmente et tue chaque année 14 000 travailleurs sans emploi¹, alors que de plus en plus de travailleurs s'enfoncent dans la pauvreté, le gouvernement Hollande-Valls, au service des banquiers et de l'Union européenne capitaliste a décidé de multiplier et de décupler les attaques contre la population laborieuse.

Ainsi, alors que 4 millions de ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté (avec moins de 960 euros par mois), Manuel Valls a détaillé devant les associations son « plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale ». La nouvelle « prime d'activité » serait mise en place au 1^{er} janvier 2016. Elle se substituerait au RSA (revenu de solidarité active) et à la PPE (prime pour l'emploi). 4 à 5 millions d'actifs seraient éligibles à cette prime. Or, actuellement, 6,3 millions de personnes bénéficient de la PPE, du RSA activité, voire des deux à la fois. 1,3 à 2,3 millions de personnes qui touchaient la PPE seront donc perdantes. Sous couvert de lutte contre la pauvreté, l'objectif est bien de faire des économies sur le dos des plus pauvres !

Mais rassurez-vous, pour le ministre du Travail du gouvernement Hollande-Valls, François Rebsamen, invité de France Inter mercredi 4 mars 2015, « en France, il y a des règles peut-être trop rigides et un système protecteur ; on pourrait donner plus de souplesse à l'embauche. » Et le ministre du Travail (sic !) d'ajouter : « Oui, il y a plus de travailleurs pauvres dans certains pays, mais au moins, ils travaillent. »

Remise en cause sans précédent du droit à une santé de qualité pour tous

Autre attaque d'envergure à venir, le projet de loi Touraine qui prévoit une économie de 3 milliards d'euros pour les hôpitaux, dont 860 millions d'euros pris sur la masse salariale, soit l'équivalent de 22 000 postes ; 400 millions d'euros par le développement de la chirurgie ambulatoire qui permet une sortie de l'hôpital le jour de l'intervention et 600 millions d'euros par la réduction des durées d'hospitalisation ; 450 millions d'euros par le « rapprochement entre hôpitaux voisins » ; 1,2 milliard par la mutualisation des achats avec la mise en place des groupements hospitaliers de territoire (GHT).

10 milliards doivent être économisés sur trois ans par la seule sécurité sociale : outre les efforts des hôpitaux, le gouvernement compte boucler ce plan d'économie en agissant sur le prix des médicaments et en limitant les « actes inutiles ou redondants », ce qui signifie une remise en cause sans précédent du droit à une santé de qualité pour tous combinée à une politique de destruction-privatisation de l'hôpital public.

Sur tout le continent, les travailleurs résistent

Chômage, misère et exploitation, voilà le seul avenir que nous réserve ce système, ses gouvernements et tous les partis politiques, en France et en Europe, qui refusent de mettre au centre de leur politique l'exigence de l'annulation de la dette, pour une Europe par et pour les travailleurs, pour les États-Unis socialistes d'Europe !

Mais sur tout le continent les travailleurs résistent, se mobilisent, imposent la grève en même temps qu'ils sont de plus en plus nombreux à s'abstenir aux élections, rejetant massivement l'Union européenne capitaliste, ses gouvernements, ses partis. Ainsi, le 9 avril traduit cette pression qui vient d'en bas, des travailleurs, des exploités, sur les directions syndicales bureaucratiques qui se voient

obligées, face à l'ampleur des attaques et des réactions des travailleurs, de faire le... « minimum syndical » serions-nous tentés de dire. La Confédération européenne des syndicats (CES) et les directions bureaucratiques nationales, véritable bras armé de la Commission de Bruxelles et des capitalistes, ne reculeront pas et font tout pour diviser les luttes en les noyant dans des conflits locaux, au mieux nationaux, avec des revendications floues qui ressemblent bien souvent à un inventaire à la Prévert et surtout sans jamais questionner la logique économique du système capitaliste !

« Modernisation du dialogue social » = collaboration de classe

Cette politique de division se cache souvent derrière de belles paroles célébrant la collaboration de classe. Le communiqué de la confédération CGT après l'échec des négociations avec le Medef concernant la supposée « modernisation du dialogue social » illustre parfaitement nos propos : « La CGT a développé de nombreuses propositions visant à améliorer la qualité et l'efficacité du dialogue social dans les petites et dans les grandes entreprises. » Alors que la direction de la CGT continue de collaborer avec le gouvernement « de façon constructive », Ph. Martinez a trouvé dans la rhétorique du NPA la parade pour s'opposer à la grève générale, tout de suite et maintenant, et dédouaner la bureaucratie de la CGT de ses responsabilités. Voilà pourquoi à propos du 9 avril il affirme : « Il s'agit d'une première étape de convergence des luttes. » Ce discours gauchiste pour désorienter les travailleurs vise à nous faire détourner les yeux de sa véritable politique de collaboration de classe !

C'est pourquoi nous proposons-nous d'avancer vers l'unification des luttes, en France et en Europe, pour ouvrir la voie à la grève générale, pour des gouvernements par et pour les travailleurs autour d'une exigence simple : l'annulation de la dette ! Exigence aujourd'hui brandie de plus en plus massivement par les travailleurs et qui se heurtent frontalement à la politique de tous les soutiens du système capitaliste, des directions bureaucratiques syndicales, des partis politiques de l'extrême droite à la soi-disant « gôche » radicale !

1) Voir notre article *Que faire des élections départementales ?*

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 APIDO - BP 66 - 94311 ORLY CEDEX FRANCE (adresse pour toute correspondance) - Courrier électronique (E-Mail) : contact@gsi-qi.org - Site Web : <http://www.gsi-qi.org/>
Clôture rédactionnelle le 7 mars 2015 - Directeur de la publication : J.-L. DAVIER - Relecture : C. BOISSON.

Dépôt légal à la parution - ISSN n°2268-0705

Imprimé par COREP - 89 rue de Tolbiac 75013 PARIS - France

Revue de Presse Sociale

« La lutte de classe est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu » K. Marx

Par Mathieu

International

La grève ! C'est le moyen que de plus en plus de travailleurs utilisent à travers le monde pour résister aux attaques de leur gouvernement et de leur patronat respectifs. Ce n'est pas un hasard si cela se produit en cette période d'approfondissement de la crise structurelle du capitalisme et d'aiguïsement de la lutte des classes. C'est la méthode traditionnelle de lutte de classe, quand le parlementarisme et ses élections montrent aux exploités et opprimés leur caractère mensonger au service du capitalisme.

Dans le contexte actuel, faire grève c'est refuser de payer la crise des capitalistes, refuser la déréglementation des lois du travail, refuser l'austérité, refuser de payer la dette publique. La grève, comme élément central de la mobilisation des masses, est une méthode de lutte utilisée non seulement pour se défendre, mais aussi pour arracher de nouvelles conquêtes, et ce, malgré la période (voir les multiples grèves pour les salaires et certaines victoires). Actuellement ce sont de larges secteurs de la classe ouvrière qui, par ce moyen, se forment une expérience, prennent conscience de leur force, créent la solidarité au sein de la classe des travailleurs et préparent les affrontements à venir.

Depuis des années, les capitalistes ont tout fait pour que le recours à la grève soit limité : soit en limitant l'exercice légal, notamment par la répression, soit en disant que cela ne sert à rien ou que cela prend les clients en otage. Les bureaucraties syndicales ne sont pas en reste : le recours à la grève est évité à tout prix, au nom du « dialogue social », c'est-à-dire de la collaboration de classe. Ce n'est que quand elles sont dos au mûr, qu'elles ont recours à la grève, pour ensuite la détourner, pour fatiguer, démoraliser les travailleurs au moyen des grèves tournantes et sans lendemain, ou, parfois en épousant le mouvement, pour les trahir plus tard.

La phase actuelle a ceci de bon qu'elle remet les choses à leur place : oui, le capitalisme est un système sans avenir, oui, la lutte des classes existe, oui, la classe ouvrière est la seule classe révolutionnaire parce qu'elle n'a rien à gagner avec le capitalisme et tout à gagner avec le socialisme : c'est ce que montre la vague montante de grèves à travers le monde.

Aux États-Unis on observe depuis plusieurs mois déjà une nette montée de la lutte des classes, conjuguée à un aiguïsement de la lutte pour les droits démocratiques : actuellement les travailleurs du pétrole sont en grève depuis plus de quatre semaines. L'arrêt de travail concerne plus de 8 000 travailleurs sur 30 000 et continue de s'étendre. 20 % de la capacité de production est touchée.

Il s'agit de la grève la plus importante du secteur depuis trente-cinq ans. Les grévistes réclament des hausses de salaire et une convention collective pour tous les travailleurs du pays pour obtenir des hausses de salaire, des embauches et des améliorations des conditions de travail.

Dans la grande distribution, la direction de Walmart, l'entreprise privée qui compte le plus d'employés au monde, a augmenté ses 2 millions de salariés de plus de 20 %. Cette hausse est le résultat de plusieurs mouvements de grève depuis plus de deux ans qui ont mobilisé des dizaines de milliers de travailleurs dans le pays. Les syndicats considèrent néanmoins que cette hausse salariale demeure insuffisante. De nouveaux débrayages devraient avoir lieu.

Au **Canada**, les travailleurs du chemin de fer du Canadien Pacifique ont observé une grève de plusieurs jours pour réclamer des hausses de salaire. Les travailleurs du public se mobilisent également contre les attaques historiques contre les services publics, dans la santé et dans l'éducation. Ainsi, près de 3 700 enseignants de l'université de Toronto ont cessé le travail pour dénoncer les bas salaires et la précarité résultant des coupes budgétaires. La grève menace de s'étendre à d'autres universités du pays, notamment au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique. À cela il faut ajouter le rejet croissant de la politique d'austérité sans précédent menée par le gouvernement provincial du Québec. Les syndicats appellent à « fermer » la province à l'occasion du 1^{er} mai. Les étudiants menacent à nouveau de faire grève.

Au **Brésil**, dans la continuité des mobilisations de l'été 2013 pour l'éducation et la santé publiques, les grèves continuent de se développer. Dans l'industrie, après la



Grève dans une raffinerie aux États-Unis

puissante grève des ouvriers de Volkswagen, ceux de l'usine General Motors dans la banlieue de São Paulo ont cessé le travail pendant plus d'une semaine et ont empêché le licenciement de 800 ouvriers. À Rio, des milliers d'ouvriers du complexe pétrochimique Comperj sont aussi en grève pour dénoncer les arriérés de salaire.

Quelque 100 000 fonctionnaires de l'éducation de l'État du Paraná, dans le Sud du pays, sont en grève depuis le début du mois de février pour exiger des augmentations de salaire et le paiement de leurs primes. Les cours ne sont plus assurés depuis un mois. Une assemblée réunissant 20 000 grévistes a été organisée dans un stade de la ville de Curitiba pour décider de la suite à donner au mouvement. Les grévistes s'opposent également aux coupes budgétaires décidées par le gouverneur de l'État.

Europe

La liste des grèves qui ont eu lieu à travers le continent est longue. En Italie les appels à des grèves nationales se multiplient : le 2 mars dans les banques, le 6 mars dans les ports, le 15 mars dans les transports. À cela, il faut ajouter une quantité de grèves isolées chaque jour dans des entreprises, dans des villes, dans certaines régions. En toile de fond, il y a toujours la question des bas salaires et les mesures anti-ouvrières de M. Renzi, largement rejetées par les travailleurs.

Au **Portugal** et en **Irlande**, c'est le rejet des mesures imposées par la troïka FMI-UE-BCE qui marque les revendications des salariés. Les travailleurs des transports de Lisbonne et de Porto continuent leurs appels

France

à la grève pour s'opposer à la privatisation de leurs entreprises respectives, exigées par le mémorandum de la troïka. En Irlande, les travailleurs descendent dans la rue depuis plusieurs mois pour s'opposer à la privatisation et à la fin de la gratuité de l'eau également exigée par Bruxelles.

Au **Royaume-Uni**, ce sont les pompiers et les agents des collectivités qui sont à la pointe de la lutte contre les mesures anti-ouvrières et les coupes budgétaires mises en place par le gouvernement Cameron. Partout dans le continent, ce qui est combattu par les travailleurs, ce sont bien les mesures de déréglementation qui se font au nom de la « compétitivité », ainsi que l'austérité imposée au nom du paiement de la dette.

En **Scandinavie**, où les grèves sont traditionnellement plus rares notamment en raison de la plus grande intégration des organisations syndicales à l'appareil d'État, les arrêts de travail se multiplient aussi. Au Danemark, en Finlande, en Norvège, les travailleurs du transport aérien ont répondu à des appels à la grève pour dénoncer les bas salaires, les conditions de travail et les licenciements. En Norvège, les syndicats se mobilisent également contre la déréglementation du code du travail.

En **Allemagne**, après plusieurs grèves d'avertissement, auxquelles ont participé 850 000 métallos dans tout le pays, les travailleurs de la métallurgie de Bavière ont obtenu 3,4 % d'augmentation salariale. Cet accord devrait s'appliquer à l'ensemble du secteur dans tout le pays. Les grèves salariales continuent de s'étendre dans le pays, y compris dans des secteurs peu habitués aux conflits sociaux. C'est le cas par exemple des travailleurs d'une filiale de la Deutsche Bank qui exigent des hausses de salaire et une plus grande sécurité de l'emploi.

Les travailleurs du secteur public doivent également cesser le travail pour des augmentations. L'ensemble de ces mobilisations vient s'opposer directement à la politique d'austérité et à la baisse des salaires mise en place par A. Merkel. Signalons que la CDU, le parti de la chancelière, a subi une défaite humiliante lors des élections locales de Hambourg. La CDU a obtenu moins de 19 % des suffrages exprimés, de très loin le plus mauvais score de cette formation depuis 1945 dans ce Land.

En France, on assiste aussi à une explosion des conflits autour des conditions de travail (notamment contre le management et les « réorganisations » de services), contre les licenciements et pour les hausses de salaire. Ces conflits touchent des secteurs de plus en plus larges du privé. Les arrêts de travail se déroulent souvent dans le cadre des NAO (négociation annuelle obligatoire), qui avaient pourtant été instaurées pour limiter les grèves et renforcer le « dialogue social ».

On voit aussi que les grèves surprises commencent à se multiplier : le mois dernier cela avait été le cas sur la ligne A du RER parisien, à la suite de l'agression d'un agent de conduite. Ce mois-ci, cela a été le cas des agents d'Aéroports de Paris (ADP) pour réclamer des hausses de salaire. On voit de plus en plus de travailleurs se battre contre la sous-traitance. Ainsi, les employés de restauration des TGV et des trains Intercités ont fait grève pendant plus d'une semaine à la fin du mois de février pour exiger des augmentations de salaire ainsi que leur intégration à la SNCF.



Mobilisation des postiers en Haute-Normandie

Dans les hôpitaux, le rejet de la loi Touraine prend de l'ampleur. Cette loi prévoit plusieurs milliards d'euros de coupes budgétaires (3 milliards supplémentaires de coupes ont été annoncés début mars) et des dizaines de milliers d'emplois (22 000 emplois supprimés supplémentaires) alors même que le système public hospitalier est déjà au bord de l'effondrement. Les arrêts de travail concernent toutes les catégories de personnel : praticiens, administratifs, agents d'entretien...

Il y a eu des grèves à Lunel (agents d'entretien), à Orléans (urgences – grève illimitée), à Cahors (pour la titularisation des CDD), au Mans (contre les mauvaises conditions de travail), à Mont-Saint-Martin en Meurthe-et-Moselle (manipulateurs radio contre l'augmentation de la charge de travail), à Strasbourg (contre

l'externalisation), à Lisieux, à Nevers, etc. Les organisations CGT, FO et Sud appellent les personnels de la santé à se joindre à la grève nationale interprofessionnelle du 9 avril.

À la Poste, plusieurs mouvements de grève d'ampleur ont également eu lieu. C'est le cas notamment en Basse-Normandie où, après un conflit de plusieurs jours, les grévistes sont arrivés à faire reculer la direction qui voulait supprimer des tournées et des postes. Les agents du centre de tri de Balma, à côté de Toulouse, sont en grève depuis la mi-février pour dénoncer les suppressions de postes.

Pour avoir une idée du climat social dans le pays, il suffit de regarder quelques cas de grèves qui se sont déroulées ces derniers jours dans l'industrie : Bonna Sabla (Plaisance-du-Touch, Haute-Garonne) contre le démantèlement de l'usine, 33 grévistes ; Thales (Vitré, Ille-et-Vilaine), pour les salaires, 450 grévistes pendant un jour ; Lindt (Oloron-Sainte-Marie, Pyrénées-Atlantiques), pour les salaires, 300 grévistes pendant deux semaines ; Omya (Arles), contre les licenciements, 70 grévistes ; Sanofi (Sisteron), pour les salaires, 150 grévistes pendant trois semaines ; Tecumseh (Cessieu, Isère), pour les salaires, 300 grévistes, au moins deux jours ; Celta (Courpière, Puy-de-Dôme), pour les salaires et des embauches, 250 grévistes, au moins deux jours, une première depuis trente ans ; Seita (Riom, Puy-de-Dôme), pour les salaires ; Michelin (Saint-Doulchard, Cher), salaires et transformation des CDD en CDI, 110 grévistes, au moins deux jours ; Famar (Orléans), pour les salaires et contre la dégradation des conditions de travail, 500 grévistes.

On assiste au même genre de conflit dans le commerce et la grande distribution, dans les transports, dans les collectivités territoriales. Les cheminots sont appelés à cesser le travail le 10 mars, les routiers à partir du 15 mars. Il ne faut pas oublier non plus les secteurs des professions libérales et des petits artisans et commerçants qui s'opposent à la loi Macron. Toutes ces mobilisations s'opposent frontalement au pacte de stabilité, à la loi Macron, à la régionalisation.

C'est sous la pression de cette réalité de la lutte des classes que les directions syndicales de FO, de la CGT et de Sud ont appelé à la grève nationale interprofessionnelle du 9 avril. Travaillons tous ensemble à ce que la mobilisation des travailleurs lors de cette journée soit massive et constitue un point d'appui pour construire, dans la plus large unité, la grève générale jusqu'au retrait de la loi Macron et du pacte de responsabilité !

Que faire des élections départementales ?

Par André

Alors que les mobilisations et les grèves contre les conséquences d'une politique tout entière au service de la dette - des banques et du patronat - se multiplient, les élections départementales (ex-cantoniales) se tiendront le dimanche 22 mars pour le premier tour et le dimanche 29 mars 2015 pour le second tour.

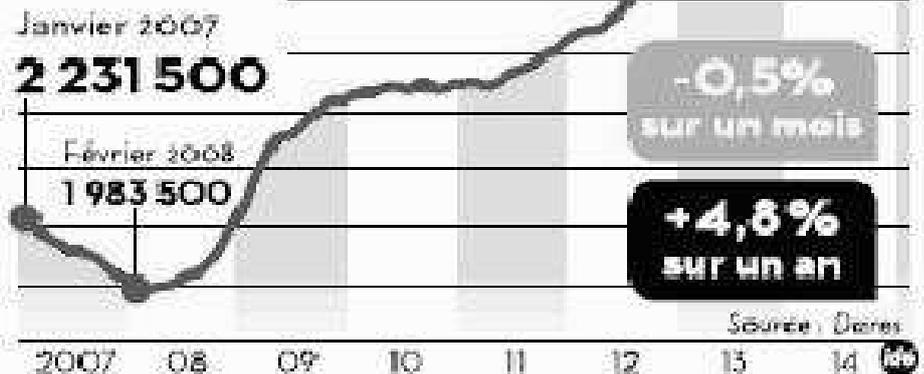
Ainsi, en mars, de nombreuses grèves sont déjà prévues (la liste qui suit est très loin d'être exhaustive) :

- plusieurs syndicats ont annoncé une grève dans les transports en commun de Bordeaux (bus et trams – réseau TBC) à partir du lundi 2 mars 2015 ;
- le personnel SNCF de la région Picardie sera en grève du jeudi 26 février à 20 heures jusqu'au lundi 2 mars 2015 à 8 heures ;
- à Canal +, le 5 mars 2015, les syndicats appellent les employés à faire grève et dénoncent la dégradation des conditions de travail ;
- suite au mouvement du 5 février dernier, les médecins généralistes seront de nouveau en grève le jeudi 19 mars 2015. Ils protestent contre le projet de loi santé ;
- les agents du Grand Lyon et du Conseil général du Rhône seront en grève le lundi 23 mars 2015. Ce mouvement concerne la création de la métropole de Lyon. Ils s'inquiètent concernant les conditions de travail et les rémunérations ;
- les routiers appellent de nouveau à la mobilisation à partir du 15 mars. Faute d'accord trouvé avec le patronat sur les négociations salariales, plusieurs syndicats de transporteurs routiers (CGT, FO, CFDT, CFE/CGC, CFDT) ont annoncé leur intention d'organiser de nouvelles opérations de mobilisation.

Bref, le moins que l'on puisse dire c'est que ces élections départementales qui s'inscrivent dans le processus de décentralisation et de régionalisation voulu par l'Union européenne capitaliste seront plus que jamais encadrées par la lutte des classes.

Alors que le recours à l'article 49-3 qui a permis de sauver la loi Macron est une victoire à la Pyrrhus, plusieurs journaux

Nombre de demandeurs d'emploi en France métropolitaine, catégorie A



font le constat qu'« aujourd'hui, aucune force politique ne peut gouverner seule » (Ouest France). L'utilisation de l'article 49-3 a mis à nu les institutions antidémocratiques de la V^e République, son roi (F. Hollande) et son gouvernement. Un spectre hante donc tous les médias bourgeois, tous les partis bourgeois (PS, UMP) et petit-bourgeois (NPA, Front de gauche...) : l'abstention populaire ouvrière et active (active au vu des mobilisations en cours !).

Les travailleurs ne sont pas dupes de la propagande gouvernementale sur la prétendue baisse du chômage. Car « au final, toutes catégories confondues, c'est bien une hausse du nombre de chômeurs "tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi", comme les nomme Pôle Emploi, qui prédomine, avec une augmentation de 16 100 personnes, pour un total de 5 232 100 inscrits (5 530 600 avec les DOM). Un chiffre en hausse de 0,3 % sur un mois, et de 6,2 % sur un an¹. » Le gouvernement n'a évidemment communiqué que sur la catégorie A.

Les souffrances induites par la crise et la politique violemment anti-ouvrière du gouvernement ont des conséquences dramatiques pour les travailleurs et leur entourage. Ainsi, une étude publiée dans la grande revue d'épidémiologie *International Archives of Occupational and Environmental Health* révèle que le chômage tue chaque année en France

14 000 personnes, soit presque deux fois plus que les accidents de la route². Comme l'écrivent les épidémiologistes, en conclusion de leur étude, « tuer des emplois signifie tuer des gens, au sens figuré comme au sens propre ».

L'abstention ouvrière, qui ne manquera pas de dominer largement, délégitime par avance ce scrutin et la prétendue montée du Front national chez les travailleurs. Corollaire d'une multiplication des luttes, l'abstention aggrave la crise institutionnelle et la crise politique de tous les partis qui participent de cette mascarade électorale. L'abstention et la multiplication des grèves sont l'expression consciente du rejet de la politique d'un gouvernement qui veut faire payer la crise et la dette aux travailleurs. Elle exprime aussi le rejet de tous les partis politiques institutionnels et l'absence d'une alternative politique de classe. C'est pourquoi nous appelons au boycott de ces élections et à la mobilisation jusqu'au bout pour l'annulation de la dette et pour le retrait du pacte de responsabilité et de la loi Macron !

1) www.liberation.fr/economie/2015/02/25/chomage-baisse-en-trompe-l-oeil-en-janvier_1209789.
2) www.lepoint.fr/emploi/le-chomage-tue-14-000-francais-par-an-04-02-2015-1902276_30.php.

Défendre les libertés démocratiques

Par J-Louis

La lutte des classes est le moteur de l'histoire. Les acquis ouvriers et démocratiques sont des produits de l'histoire qui résultent de l'établissement d'un rapport de force entre des classes aux intérêts divergents, antagoniques. Il en va de la laïcité comme des autres acquis démocratiques et c'est pour cela que, comme l'un d'eux, elle doit être défendue.

Ne nous trompons pas, les acquis démocratiques ne sont pas les fruits de la seule lutte de la bourgeoisie contre la noblesse, même s'ils se rattachent en définitive au mouvement de la révolution bourgeoise. Nombre d'acquis démocratiques sont dus à la mobilisation du prolétariat qui a, en quelque sorte, ébauché un pont entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne au moment où la bourgeoisie devenait une force entièrement contre-révolutionnaire au tournant des XIX^e et XX^e siècles.

Un préalable économique

La démocratie bourgeoise apparaît dans l'histoire à un certain stade de développement des forces productives de l'humanité. Le capitalisme, comme stade de développement supérieur au féodalisme, est le préalable à la démocratie bourgeoise. Cependant, la démocratie bourgeoise, symbolisée par le régime parlementaire, est une démocratie pour les bourgeois.

Le vote censitaire réserve ce droit à ceux qui possèdent les moyens de production et d'échange, de même que, seuls, ils se réservent le droit de réunion, d'organisation, de pétition, d'expression à travers une presse libre, mais bourgeoise. À ce stade, les travailleurs sont exclus de ces libertés ; il leur faudra se mobiliser pour imposer les libertés ouvrières comme le droit de grève. Il leur faudra se battre pour étendre le champ de la démocratie bourgeoise à toute la société, imposant le suffrage universel et, en France, la laïcité de l'État et de l'école publique.

Toute la société ? Non, en fait le développement du capitalisme se produit de manière inégale et combinée, c'est-à-dire qu'il n'avance pas partout de façon

linéaire, avec des reculs même et pas au même rythme. Ceci tient aux conditions de son apparition, en Europe et en Amérique, puis à son expansion au reste du monde à travers deux phases de conquête coloniale.

En définitive, le capitalisme a terminé sa conquête de la planète à la fin du XIX^e siècle, imposant son marché désormais mondialisé où dominent les monopoles et l'exportation des capitaux, ce que Lénine nomme l'impérialisme. Dans ce monde, les puissances capitalistes dominent, les semi-colonies leur sont subordonnées, disposant d'une relative indépendance de gouvernement seulement. Les colonies, elles, sont sous la totale domination des puissances impérialistes.

Le capitalisme pourrissant, à son stade impérialiste, ne saurait amener l'ensemble de la planète au plus haut degré de développement alors même qu'il ne se maintient qu'en détruisant les forces productives, à commencer par l'homme. Il n'est pas étonnant, dès lors, que des vestiges importants de féodalité – et même une extrême arriération – perdurent dans le monde. Aussi, la « simple » démocratie bourgeoise est-elle contradictoire avec la persistance d'une société féodale, « tribale » quand les éléments de barbarie se renforcent à chaque instant.

Pourtant, les « grands » de ce monde, les dirigeants des puissances impérialistes affirment haut et fort, tous les jours, que leur but est « la » démocratie et qu'ils sont prêts à tout, y compris à faire la guerre, pour l'étendre au monde entier. Interrogeons-nous : de quelle démocratie s'agit-il qui se propagerait à coups de canon, à la pointe des baïonnettes ?

Démocratie ou « dictature constitutionnelle » ?

Les peuples opprimés rêvent de liberté et de prospérité, ils veulent leur indépendance et cherchent la voie d'un combat victorieux. De même, les travailleurs du monde entier voudraient conquérir de nouveaux droits, de meilleurs salaires et conditions de travail, mettre fin au chômage, mettre un terme

définitif à l'oppression, à l'exploitation.

Quand les peuples opprimés et les travailleurs revendiquent la démocratie, ils revendiquent le droit de s'organiser pour voir satisfaire leurs légitimes revendications.

Quand les patrons de sociétés transnationales et les chefs d'État parlent de démocratie, ils veulent la liberté totale d'agir pour les actionnaires et les conseils d'administration des monopoles capitalistes, ils exigent la liberté d'enfoncer la planète dans la misère et la désolation et cette exigence, ils l'habillent des oripeaux de la démocratie bourgeoise dont ils s'acharnent en réalité à démanteler le moindre acquis, poussant le monde vers la barbarie.

La démocratie dont parlent les capitalistes n'est que l'apparence de la démocratie : elle n'est qu'un cadre politique où les « citoyens » sont appelés à désigner des gouvernements serviteurs des exploités. Ainsi, alterneraient au pouvoir une « gauche » démocrate et une droite « républicaine » sans espoir de sortir de ce piège « démocratique ».

Une suite ininterrompue de gouvernements appliquerait la même politique au service du capital sous l'égide d'une constitution immuable, celle de l'« économie de marché ouverte dans laquelle la concurrence est libre et non faussée » à l'instar de cette phrase qui cadre tout le traité constitutionnel de l'Union européenne.

Aussi, personne, aucun « démocrate » ne s'est offusqué de ces procédures « démocratiques » qui ont vu se reproduire la même mascarade en Tunisie, en Égypte et ailleurs : une élection présidentielle, dans le cadre constitutionnel du précédent régime, élection qui précède celle d'une assemblée constituante qui n'a donc rien de souveraine, assemblée qui doit entériner le régime présidentiel et le bipartisme pour se voir reconnaître par la « communauté internationale », c'est-à-dire, et entre autres, le G20, le FMI et la Banque mondiale !

Mieux, la « procédure démocratique » n'est-elle pas le meilleur cadre, le plus

« démocratique », pour obtenir des représentants du « peuple » la soumission volontaire à des mesures exceptionnelles et autres lois d'exception ? Mesures qui s'imposent au nom de la sécurité des « citoyens », de la lutte contre la délinquance et contre le terrorisme. Elle même une lutte sans fin s'entend car les plans comme « Vigipirate », en vigueur depuis 1995 (!), ne demandent qu'à être dotés de nouveaux « niveaux » toujours plus restrictifs ?

Car, enfin, de quoi s'agit-il ici ? D'obtenir du peuple et, surtout, essentiellement des travailleurs l'abandon consenti de leurs droits et acquis, par la voie démocratique : cela s'appelle la réaction démocratique ou la dictature constitutionnelle. Allez manifester, si tout rassemblement est interdit « pour votre sécurité » ; allez vous réunir, sous la surveillance de la police « pour votre bien ».

La défense et l'extension des libertés démocratiques

On pourrait citer T. Jefferson : « Si tu es prêt à sacrifier un peu de liberté pour te sentir en sécurité, tu ne mérites ni l'une ni l'autre. » Ainsi, le recul de civilisation peut prendre le masque de la démocratie et prend toujours prétexte de la lutte contre l'insécurité : le démantèlement de la protection sociale, des retraites, de l'instruction publique, de l'hôpital public s'effectue par le biais de la privatisation pure et simple, mais aussi par un retour à la charité qui se substitue à la solidarité assurée, elle, par des services publics.

Tout ceci est imposé par la « voie démocratique ». De même, la communauté religieuse tend à reprendre le contrôle du cerveau de ses membres avec l'appui de l'État dont le but est l'ordre social pour le plus grand profit des capitalistes. L'État bourgeois impulse le communautarisme, alors même qu'il le dénonce en paroles, car il y trouve un double intérêt : les chefs des communautés « ethniques », ou religieuses, maintiendraient l'ordre, la division des travailleurs progresserait bien au-delà de ce qu'ont pu imposer les bureaucraties syndicales jusque-là.

C'est bien pour cela que la laïcité est attaquée ; la bourgeoisie veut une société cléricale, dans laquelle les femmes sont tenues comme subalternes, une société plus conforme au capitalisme décadent qui considère comme insupportables les libertés jadis concédées ou conquises.



Affrontements entre la police et les manifestants venus protester devant la conférence mondiale de l'OMC, à Seattle, en 1999.

Chaque fois que le capitalisme s'affirme plus libre, ce sont les travailleurs qui le sont moins. La déréglementation a pour corollaire la restriction des droits ouvriers, la limitation du droit de s'organiser de façon indépendante, de manifester, de faire grève. Déjà, dans certains pays, la grève, l'occupation du lieu de travail sont qualifiés d'actes de terrorisme !

C'est bien pour cela que la liberté d'expression doit être défendue, comme la laïcité, toutes deux attaquées au nom du « vivre ensemble » qui cache un retour du délit de blasphème par le biais d'un appel à l'autocensure des journalistes. Il en va de même du droit à la contraception ou à l'avortement, du droit d'organisation, de manifestation, de grève. Demain, ces libertés devront être élargies, cependant ce combat ne peut désormais être mené que par le prolétariat car la bourgeoisie est, depuis plus d'un siècle, une force totalement contre-révolutionnaire.

Le renversement de la bourgeoisie, la fin du capitalisme comme mode de production dépassé sont la condition pour la sauvegarde et l'extension des libertés démocratiques dans l'intérêt du prolétariat et des couches exploitées de la société. C'est pourquoi ce combat essentiel, vital, est indissolublement lié au combat pour le socialisme.

L'objectif est le socialisme

Le mot d'ordre de la démocratie a été le levier dont s'est servie la bourgeoisie pour renverser l'ordre établi, mettre fin à l'Ancien Régime. Le prolétariat doit se

saisir de ce levier, non seulement car la défense des acquis démocratiques permet de mener la lutte vers le socialisme dans des conditions nettement plus favorables qu'en l'absence de tels acquis mais aussi parce que le mot d'ordre de la démocratie peut être un levier pour la mobilisation de toutes les couches exploitées contre la bourgeoisie, contre l'État qui est à son service.

Cependant, la démocratie ne doit pas être une fin en soi, notre mot d'ordre n'est pas « la démocratie jusqu'au bout » ; ce serait un obstacle à la révolution socialiste. En effet, la mission historique du prolétariat est l'établissement d'une société bien plus démocratique que la plus démocratique des sociétés bourgeoises. C'est le socialisme qui consiste à remettre le monde sur ses pieds, à donner tous les pouvoirs à ceux qui produisent tout mais ne possèdent rien, ceci à l'échelle du monde, car le socialisme ne saurait se concevoir dans un seul pays, si grand fût-il.

En résumé, on pourrait dire que les libertés démocratiques doivent être défendues, maintenues, face à la bourgeoisie dont la politique peut se résumer par l'expression de Lénine « la réaction sur toute la ligne », qu'elles sont un cadre nécessaire qui permet de mener dans de meilleures conditions le combat pour le socialisme, qu'elles ne constituent pas une fin en soi mais un point d'appui pour renverser l'ordre établi et construire une société socialiste, mille fois plus démocratique.

Journée Internationale des droits des femmes

Déclaration du GSI

Travailleuses, en lutte contre la précarité et l'austérité !

À travail égal, salaire égal !

**Augmentez les salaires, pas les horaires :
abandon de la loi Macron !**

La journée du 8 mars doit rester ce qu'elle est depuis son origine : **une journée de lutte, internationale, pour l'émancipation des femmes.**

La militante socialiste allemande Clara Zetkin fut l'initiatrice de cette journée de combat, lorsqu'elle proposa en 1907 de faire chaque année, avant le congrès de l'Internationale, une conférence internationale des femmes socialistes afin de combattre la double oppression dont elles sont victimes.

Nous nous inscrivons pleinement dans les propos de cette militante : « *Le problème de l'émancipation des femmes, c'est-à-dire en dernière instance celui du travail féminin, est un problème économique.* »

En effet, les droits démocratiques des femmes, tout comme la libre disposition de leur corps, ne resteront que de vains mots d'ordre s'ils ne sont pas suivis d'un combat pour **l'indépendance économique totale des femmes vis-à-vis des hommes, mais aussi vis-à-vis des patrons, des capitalistes.** C'est pourquoi les marxistes ont toujours été à l'avant-garde des luttes féministes.

Après plus de deux siècles de lutte, des avancées ont été conquises. Mais en 2015, l'égalité entre les travailleuses et les travailleurs est encore loin d'exister et les droits des femmes sont même constamment remis en cause par les gouvernements qui appliquent les directives capitalistes et anti-ouvrières de l'Union européenne.

Une précarité imposée

La précarité, ce mal inhérent au système capitaliste, touche les plus fragiles des salariés : les travailleurs sans papiers, les jeunes et les femmes. Ainsi, les **emplois à**

temps partiel, qui empêchent les salariés de percevoir un vrai salaire, sont **occupés à 85 % par des femmes !** Parmi ces travailleuses, 4/5 doivent vivre avec des revenus inférieurs au seuil de pauvreté (situé autour de 900 € en France). Comment dès lors vivre dignement, payer un loyer décent, se nourrir correctement ?

Depuis des années, les discours (tacites ou explicites) de partis bourgeois - PS, UMP... -, comme les politiques mises en place par les différents gouvernements de droite comme ceux dits de gauche, veulent laisser entendre qu'il s'agit d'un choix existentiel et libre des femmes de travailler moins à l'entreprise... pour travailler plus à la maison.

On ne nous fera pas croire que les femmes choisissent un si misérable statut !

Il y a dix ans, sur dix femmes avec plusieurs enfants, six travaillaient à temps partiel ou se trouvaient au chômage (source : Céreq). Depuis, la crise économique est passée par là, exacerbant des inégalités qui étaient déjà insupportables.

Est-ce réellement par choix que **les femmes retournent si massivement vers le foyer ?**

N'est-ce pas plutôt parce qu'au nom de prétendus déficits publics et d'une dette, l'État capitaliste et ses laquais restreignent les salaires et détruisent les moyens nécessaires pour accueillir tous les enfants, gratuitement, et ce dès le plus bas âge ?

N'est-ce pas encore parce que **les salaires des hommes sont en moyenne de 20 % supérieurs** à ceux des femmes, que celles-ci doivent être condamnées à rester à la maison pour garder les enfants ?

Face à cette précarité, **les femmes doivent s'unir, s'organiser et combattre avec l'ensemble du mouvement ouvrier pour un vrai travail (à temps plein !), un vrai statut et un vrai salaire, égal à celui des hommes.** Un combat d'autant plus urgent que les travailleuses doivent faire face à de nouvelles attaques constantes.

La loi Macron : un retour au XIX^e siècle

Ainsi, **la loi Macron**, présentée comme une loi fourre-tout, est en réalité un arsenal

Un nouvel ordre moral... moyenâgeux

Privatisation des hôpitaux, fermeture des plannings familiaux, remise en cause de l'IVG... Dans toute l'Europe nous voyons les mêmes politiques venir interdire aux femmes la libre disposition de leur corps. Ces mesures sont activement soutenues par les religieux de toutes confessions qui savent étonnamment s'entendre lorsqu'il s'agit de professer la soumission de la femme à son mari et celle de l'ouvrier à son patron !

En France, les attaques contre la laïcité, qui se sont décuplées depuis les attentats des 7 et 9 janvier, visent à donner tribunes et financements aux curés, imams, rabbins, etc., pour promouvoir leur vision d'un nouvel ordre moral... réactionnaire, obscurantiste et moyenâgeux.

La libre disposition de notre corps et notre liberté de conscience sont des droits démocratiques intimement liés : défendons la laïcité ! **Pour la stricte séparation des Églises et de l'État !** Que les bigots financent par eux-mêmes leurs superstitions **archaïques s'ils le veulent... mais que les fonds publics aillent à l'école publique et à l'hôpital public !**

extrêmement cohérent de dispositions contre les travailleurs et le code du travail, qui marque un saut qualitatif dans la remise en cause des droits des femmes en particulier.

Faut-il rappeler que **le travail dominical et de nuit, mesure phare de la loi, concerne dans sa majorité des femmes** ? Caisses des magasins, services à la personne... les femmes sont majoritaires dans ces emplois dont les heures ne sont souvent déjà plus majorées le dimanche.

De plus, l'Assemblée nationale a ouvert la boîte de Pandore en ajoutant un article imposant aux employeurs la mise en place de centres d'accueil pour les enfants des salariés le dimanche.

Alors que les gouvernements proc capitalistes combattent le service public de la petite enfance, cette mesure incite directement à sa privatisation et aux puissantes inégalités qui en découleront : pour ceux qui en ont les moyens, des activités ludiques et éducatives, pour les autres... la rue ?

Cela signifie la **mise à disposition immédiate de travailleurs** de la petite enfance, de la restauration, de l'animation, de l'hygiène, de l'administration, etc., pour assurer ce service au patronat. C'est bien la fin d'un jour de repos hebdomadaire pour la majorité des salariés qui est visée.

Le volontariat (« Laissons travailler le dimanche ceux qui le veulent ») mis en avant

par le patronat et le gouvernement n'est qu'un grossier instrument de propagande visant à dévier l'attention du problème central : **il faut augmenter les salaires, pas les horaires !**

La facilitation des licenciements collectifs et la casse des prud'hommes contenues dans la loi



Macron concernent tous les salariés. Mais les femmes seront les premières victimes de ces mesures. **Travailler le dimanche pour un salaire de misère ou rester au foyer pour garder les enfants ? Voilà l'alternative posée aux femmes par la loi Macron !** Ces mesures sont un retour au XIX^e siècle ! En tant que travailleuses, les femmes doivent être le fer de lance de la bataille pour l'abandon de la loi Macron.

C'est par la lutte de classe que les femmes s'émanciperont !

Au nom du paiement de dettes publiques à 100 % illégitimes, travailleuses et travailleurs

de toute l'Europe, nous subissons des mesures d'austérité qui nous entraînent dans un véritable recul de civilisation.

Dans ce cadre, la lutte pour les droits des femmes ne peut être qu'une lutte de classe, celle de tous les travailleurs contre le capitalisme, un combat pour un autre système économique, authentiquement socialiste, dans lequel les revendications politiques, sociales et économiques légitimes des femmes seront réellement satisfaites.

Travailleuses, sortons dans la rue le 8 mars 2015 ! Saisissons-nous de cette journée de lutte internationale comme d'une tribune pour réclamer :

Unité de la classe ouvrière pour le retrait de la loi Macron !

Unité pour un vrai travail, un vrai statut, un vrai salaire pour tous et toutes !

« On est de plus en plus nombreux en manifestation »

Interview de Cindy, employée de Gibert-Joseph, syndiquée CGT et présente aux manifestations des travailleurs du commerce contre la loi Macron, dont plusieurs articles constituent une attaque sans précédent vers la généralisation du travail dominical et nocturne.

L'Internationnaliste : Pourquoi te mobilises-tu contre la loi Macron ?

Cindy : Parce que je suis contre le travail nocturne et dominical. Ce n'est pas humain de travailler sept jours sur sept ! La déréglementation des horaires empêche les travailleurs d'avoir une vie sociale et peut les mener à la dépression. On a tous besoin d'un jour de repos commun pour pouvoir se réunir en famille ou entre amis. C'est pareil pour le travail de nuit avec en plus des risques pour la santé.

Quand as-tu rejoint la mobilisation ?

Je participe à la campagne contre le travail de nuit et du dimanche depuis mon adhésion à la CGT Gibert-Joseph, il y a un an et demi.

Et j'ai rejoint la mobilisation contre la loi Macron quand elle a commencé en septembre.

Quatre journées de grèves / manifestations ont eu lieu depuis. Le mouvement prend de l'ampleur, les gens se rendent compte de la gravité de cette loi et on est de plus en plus nombreux en manifestation.

La dernière était interprofessionnelle, parce que ça ne concerne pas que le commerce : quand les magasins seront ouverts la nuit et le dimanche, il faudra ouvrir les crèches, les bureaux de poste, les services à la personne, etc. Même des salariés du commerce qui travaillent déjà la nuit et le dimanche, comme à Bouligner, commencent à se mobiliser contre la déréglementation des horaires.

Peux-tu nous parler de la mobilisation des salariés de Bouligner ?

Leur magasin est ouvert tous les jours jusqu'à minuit. Les heures de nuit et du

Loi macron

Par Antoine

dimanche n'étaient même pas majorées ! Ils ont organisé un débrayage que les collègues de Gibert sont venus soutenir. Des salariées de Monoprix étaient aussi présentes.

Suite au débrayage, une délégation a été reçue par la direction et ils ont obtenu gain de cause, leurs heures de nuit et du dimanche seront majorées de 25 % et ce pourcentage leur sera remboursé pour les trois dernières années !

Le gouvernement vient d'utiliser l'article 49-3 de la constitution pour faire passer la loi Macron. Quelle est ta réaction ?

C'est scandaleux ! C'est une décision autoritaire. Le gouvernement a utilisé le 49-3 pour imposer la déréglementation du code du travail qui protège les travailleurs.

Ce qui serait démocratique, c'est que les travailleurs décident eux-mêmes s'ils veulent de la loi Macron. Or, la réponse serait « non ! », la majorité d'entre eux y est opposée.

Commerce

Dans les écoles, les collèges et les lycées, unifions nos luttes !

Par Griselda

L'application du pacte de responsabilité et de ses coupes budgétaires crée une situation d'asphyxie dans la plupart des établissements. Contrairement à ce que veulent nous faire croire le gouvernement et les directions syndicales, aucun établissement n'est épargné par la décentralisation, le manque de formation, la remise en cause des programmes nationaux ou l'autonomie des établissements.

En faisant diversion autour des établissements classés ZEP ou dans les villes en faillite, sur qui l'on fait porter le poids d'une « bonne application » des rythmes scolaires, les bureaucraties politiques et syndicales particularisent chaque lutte, chaque mouvement de grève pour créer plus de confusion que de mobilisation.

Le 3 février a eu lieu la première journée de grève et de manifestation nationale de l'éducation.

Les mobilisations unies et déterminées au mois de septembre nous avaient montré que les enseignants n'avaient aucune illusion sur ces prétendues réformes. Depuis le mois de septembre, ils rejettent massivement la mise en place des rythmes scolaires, tout comme ils rejettent la nouvelle carte de l'éducation prioritaire.

Les personnels et les parents d'élèves se sont heurtés aux manœuvres des directions syndicales qui ont empêché tout élargissement des luttes vers un mouvement national, et ont enfermé les luttes des collègues en rassemblements isolés devant les mairies ou en délégations auprès des inspections académiques au lieu de construire un mouvement d'ensemble contre le désengagement financier de l'État dans l'éducation et contre le démantèlement du statut de fonctionnaire.

En vérité, c'est la dynamique des mobilisations et le vote sanction aux élections professionnelles qui ont contraint la bureaucratie syndicale à appeler à une journée nationale autour d'un mot d'ordre abstrait : « **Pour la revalorisation, les conditions de travail, et notre métier** ». En tant que militants, nous avons mobilisé nos collègues sur des revendications claires qui font le lien entre les attaques du gouvernement et la dégradation de nos conditions de travail. Nous avons fait le lien entre la contre-réforme des rythmes scolaires, le démantèlement des concours nationaux, le démantèlement de notre statut et la dégradation

de nos conditions de travail (voir encadré).

En dépit de cette revendication fourre-tout, les collègues, particulièrement dans le premier degré, se sont saisis de cette journée : 76 % de grévistes dans les écoles des Hauts-de-Seine, et 60 % de grévistes et une centaine d'écoles fermées en Seine-Saint-Denis. Certaines villes étaient extrêmement mobilisées comme Pantin avec 50 % de grévistes, Montreuil avec 60 %, la Courneuve avec 70 % et les Lilas avec 80 % de grévistes.

Parallèlement, les mobilisations contre les DHG (dotations horaires globales) ont déjà commencé. À Garges-lès-Gonesse, les lycéens de Simone-de-Beauvoir ont bloqué leur lycée le jeudi 12 février pour revendiquer plus de postes de CPE, de surveillants et de professeurs afin de mettre en place des cours en demi-groupe. Ces derniers revendiquent « **davantage de moyens pour avoir les mêmes chances que les lycées parisiens** ».

À Aubervilliers, le lycée du Corbusier était en grève dès le 4 février contre la suppression de 59 heures, ce qui implique la fermeture de deux classes à effectifs réduits. Au collège Rosa-

Extrait du communiqué adopté par les enseignants grévistes (93 %) de l'école Eugène-Varlin à Aubervilliers le 3 février

Cette rentrée, nos conditions de travail se sont encore dégradées avec la généralisation de la réforme des rythmes scolaires, contre laquelle nous nous étions mobilisés à plus de 90 % à Aubervilliers. Cette réforme constitue une nouvelle mesure du désengagement financier de l'État et remet en cause tout cadrage national de nos horaires, de notre calendrier scolaire, de nos programmes et de nos statuts. Au mois de décembre, la « refonte » de l'éducation prioritaire et l'imposture des quelques classements REP ou REP+ s'inscrit pleinement dans cette logique. De 5 238 écoles et collèges, avec 2 440 dans les systèmes ÉCLAIR, seuls 1 082 bénéficieront de l'étiquetage REP ou REP+.

Nous réaffirmons notre plus grand soutien aux mobilisations déterminées de nos collègues dans le 93, et les autres départements. Le 2 février s'ouvrent les inscriptions au nouveau « concours ghetto » spécial 93, auxquels pourront s'inscrire tous les candidats de province ayant échoué aux concours de leurs régions. C'est un scandale ! Un concours qui recruterait 500 enseignants au lieu des 4 100 manquant. C'est un scandale ! Tous les élèves ont droit à un enseignement de qualité avec des professeurs formés. Le gouvernement est déterminé à sacrifier notre éducation publique. Nous ne les laisserons pas faire !

Luxemburg, les enseignants étaient massivement en grève le jeudi 12 février, et ont appelé à la reconduction de la grève dès le mardi 3 mars. De nombreux autres préavis de grève ont déjà été posés à la rentrée par les établissements, en dehors des instances syndicales qui n'ont pour l'instant avancé aucune perspective.

La division vient de l'orientation politique des bureaucraties politiques et syndicales, pas des travailleurs. Défendre systématiquement des grèves et des manifestations locales dans les villes ou les départements sans donner de perspectives nationales, c'est saboter la possibilité d'un vrai mouvement d'ensemble national et de sa victoire !

Le gouvernement remet en cause l'accès pour tous les élèves à une éducation *de qualité, dans chaque quartier et dans chaque région*. Il ne peut y avoir de résistance individuelle ou locale victorieuse sans un changement global de la politique budgétaire ! Sans le retrait du pacte de responsabilité, aucun professeur, aucun élève ne pourra se satisfaire de sa DHG. Sans le retrait des rythmes scolaires, il ne pourra y avoir d'amélioration des conditions de travail des enseignants.

Baisse des DHG, rythmes scolaires, démantèlement des statuts sont les facettes d'une même politique : le désengagement financier de l'État et la privatisation des services publics. C'est bien l'avenir de l'enseignement qui est en jeu : une éducation publique, laïque, gratuite de qualité ou bien une éducation publique au rabais avec des personnels non formés, sous-payés, précaires et corvéables à merci.

Seule notre mobilisation unie et déterminée pourra faire reculer le gouvernement. Continuons d'informer et de mobiliser nos collègues là où nous sommes, en cherchant à faire jonction avec tous les secteurs en lutte !

Pas de DHG au rabais ! Pas de concours au rabais ! Pas de statut au rabais !

Retrait des décrets Hamon sur les rythmes scolaires !

Retrait du décret Peillon ! Maintien du décret 50 !

Retrait du pacte de responsabilité !

Pour un réengagement financier de l'État dans toutes les écoles, dans tous les collèges, dans tous les lycées !

Pour une éducation de qualité dans tous les quartiers et dans toutes les régions !

Unité contre les ComUE !

Par Loïc

Nous l'annonçons dans le précédent numéro de *L'Internationaliste* : dans les universités, rien n'est réglé. Nous sommes face à un double processus : les capitalistes veulent poursuivre la privatisation de l'université, pendant que les personnels et les étudiants résistent.

La loi Fioraso et les ComUE, le lien entre toutes les attaques

La loi Fioraso, du nom de la ministre de l'Enseignement supérieur, votée à l'été 2013, vise à faire payer la dette publique aux étudiants et personnels. Pour cela, cette loi cherche à terminer le processus de privatisation des universités, en les faisant fusionner dans des ComUE (communautés d'université et d'établissement). « Aïe » par les coupes drastiques dans les budgets, chaque université doit donc se regrouper avec d'autres, dans des « pôles d'excellence », qui vont supprimer toutes les filières non rentables, et augmenter les frais d'inscription. Par exemple les universités de Saint-Denis et de Nanterre se sont regroupées dans la ComUE « Paris Lumière », et Saint-Denis a supprimé ses filières d'ethnologie, portugais, russe, allemand, italien...

Dans ce processus de casse de l'université publique, les personnels occupent une place importante. En effet, le désengagement financier de l'État fait désormais reposer sur les universités le paiement des personnels. Avec un budget en baisse, cela se traduit dans toutes les universités par des non-renouvellements de départ en retraite et une multiplication des contrats précaires. Les cas de personnels travaillant gratuitement se généralisent !

Grèves de personnel dans les facs

Ainsi à l'université de Lyon II, les chargés de TD vacataires n'ont même pas de contrat de travail depuis la rentrée de septembre. Ils ont tout de même assuré leurs cours tout le premier semestre, mais l'université refuse de les payer ! Ils sont deux cents dans cette situation. Ils ont commencé un mouvement de grève le 26 janvier, qui passe notamment par la rétention des notes. Ils appellent à une assemblée générale commune avec le reste des enseignants début mars.

L'UFR de lettres et langues de Nantes a voulu mettre au chômage ses personnels pendant une semaine en mars « pour aider à combler le déficit budgétaire ». Face à la mobilisation des personnels, l'université est revenue sur sa décision !

À l'université Paris XIII (Villetaneuse), étudiants et personnels sont mobilisés contre les coupes budgétaires (vingt postes d'enseignants sont par exemple supprimés pour 2015-2016). Ils étaient deux cents en AG le 17 février. Ceci a contraint la présidence de l'université à déménager le conseil d'administration du 20 février au rectorat de Créteil (qui se trouve à une heure de l'université !).

Les manifestants ont été accueillis par huit camions de CRS. Elle est belle la démocratie et la liberté d'expression à l'université !

À l'université de Paris VIII - Saint-Denis, une partie des contractuels et des personnels de catégorie C est en grève depuis le lundi 19 janvier, ce qui bloque en partie le fonctionnement de l'université. Les grévistes réclament 98 euros d'augmentation de salaire mensuel. La présidente fait la sourde oreille. Les grévistes initiaux ont été rejoints par une partie des personnels du service de la formation continue et les menuisiers de l'université. La mobilisation a contraint la direction à faire une proposition à hauteur de 50 euros de hausse de salaire, ce que les grévistes ont refusé. Au moment où nous écrivons ces lignes, ils en sont à leur sixième semaine de grève !

La fac d'Orsay, un cas d'école

L'université Paris XI - Paris Sud, plus connue sous le nom de « fac d'Orsay », est un exemple typique de la situation de l'ensemble des universités en France. En



effet, cette université est au centre de la ComUE Paris-Saclay qui a pour ambition d'être un des plus grands pôles scientifiques du monde. D'ailleurs, la fac d'Orsay apparaît dans le classement international de Shanghai, qui est reconnu par les capitalistes du monde entier.

Pourtant, bien qu'il s'agisse d'une université d'élite, elle n'échappe pas aux coupes budgétaires. Pour l'année 2015, il manque 5,8 millions d'euros dans le budget. Ceci va se traduire par la suppression de postes de chargés de TD (destinés aux doctorants) et par le gel des postes de titulaires. Concrètement, pour les étudiants, ce sont ainsi pas moins de 10 000 heures de cours qui vont être supprimées ! Nul n'échappe à l'austérité, même les « meilleures » universités. Le seul moyen d'empêcher ce processus, c'est de le combattre !

Ainsi, pas moins de trois AG ont eu lieu tout au long du mois de février. Elles ont réuni 200, 300, puis 400 étudiants et personnels.

L'AG du 12 février avait appelé à la convergence avec d'autres universités en lutte. Ainsi, à l'AG du 18 février, deux délégations étaient présentes : des grévistes de Paris VIII - Saint-Denis et des grévistes de Lyon II. Cette AG appelle à une journée de grève nationale le 5 mars contre la précarité dans l'enseignement supérieur.

Nous aussi, mobilisons-nous !

On le voit, il n'y a pas de cas isolé ; d'une université à l'autre, les problèmes sont identiques. Il s'agit d'une politique globale de destruction-privatisation de l'université, organisée par la loi Fioraso. La mise en place des ComUE se traduit déjà par des coupes drastiques dans les budgets de l'université. L'abrogation de la loi Fioraso et des décrets ComUE doit donc être au cœur de nos revendications. C'est dans cette optique que le GSI a impulsé un « comité de mobilisation contre la privatisation » dans les universités où il est présent. Celui-ci est large et unitaire : nous invitons tous ceux qui veulent se battre contre la casse de l'université à le rejoindre.



Jeunesse

Annuler la dette !

La Grèce, un concentré de crise(s)

Par Emeric

A de nombreux égards, la Grèce résume bien la situation rencontrée par les travailleurs en Europe et dans le monde : l'expérience dramatique de l'application des plans d'austérité, la rengaine du poids « insupportable » de la dette avancée par la bourgeoisie pour justifier les contre-réformes, l'absence d'illusions sur la nature « démocratique » des régimes en place, la recherche de perspectives et d'organisations politiques en mesure de mettre un terme à la crise ou encore la défiance exprimée à propos des partis se revendiquant d'une « gauche radicale ».

L'arrivée au pouvoir de Syriza le 25 janvier dernier et l'ouverture dans la foulée de négociations avec les institutions européennes ont eu le mérite de clarifier la situation. En cédant aux exigences des créanciers européens et en excluant de se battre jusqu'au bout pour l'annulation pure et simple de la dette, en clair en refusant d'avancer la question de la rupture avec le système capitaliste, la coalition dirigée par A. Tsipras a donné la preuve qu'elle ne

défendrait pas les intérêts du peuple grec mais bien qu'elle poursuivrait la politique d'austérité mise en œuvre depuis cinq ans.

En cela, la Grèce est un concentré de crises : crise profonde du système capitaliste dans ses aspects économiques et institutionnels, mais également crise de direction politique, d'absence de perspectives claires et déterminées imputable à l'absence de parti révolutionnaire anticapitaliste pour le socialisme.

Laboratoire de l'austérité

Après avoir quadruplé pendant la dictature des colonels entre 1967 et 1974, la dette publique grecque a connu – comme partout ailleurs dans le monde – une croissance régulière en raison des politiques fiscales accommodantes pour les plus hauts revenus¹, de ses dépenses militaires, de la corruption et de la déréglementation du système financier. Cette augmentation s'accélère brutalement après le sauvetage des banques en 2008 et la « découverte » fin 2009 du maquillage des comptes publics effectué avec l'aide de la banque d'affaires Goldman Sachs.

Victime d'une vague de spéculation, la Grèce tire la sonnette d'alarme. En avril 2010, l'Union européenne verse donc un premier plan d'aide de 110 milliards d'euros en échange du gel des salaires des fonctionnaires pendant trois ans, de la flexibilisation du code du travail, de l'allongement de la durée de cotisation pour les retraites et de la hausse de la TVA.

Mais au début de l'été 2011, le pays est de nouveau au bord de la faillite. Les bourgeoisies européennes décident alors le rachat de 100 milliards d'euros de dette grecque détenue par les banques privées, un nouveau

prêt de 130 milliards d'euros et l'instauration de la « règle d'or » qui interdit des déficits publics supérieurs à 0,5 % du PIB.

En cinq ans, 240 milliards d'euros ont été injectés dans le système bancaire grec en échange de mesures d'austérité drastiques : le nombre de fonctionnaires a été réduit de cent cinquante mille, les accords d'entreprise peuvent désormais déroger aux conventions collectives nationales, les licenciements ont été facilités, le temps de travail a été augmenté, la période probatoire pour les nouveaux contrats est passée de deux à douze mois, les contrats à temps partiel se sont multipliés (25 % de la population active) et le salaire minimum a diminué (580 euros par mois et 511 euros pour les moins de 25 ans). Enfin, l'indemnisation chômage ne bénéficie plus qu'à 20 % des chômeurs qui touchent 61 % du salaire minimum.

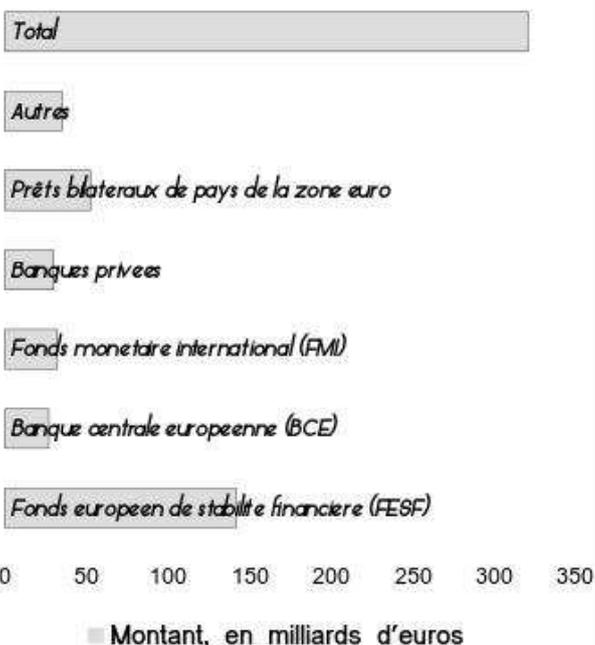
Résultat, le chômage explose à plus de 30 % et atteint 55 % pour les moins de 25 ans, la moitié des salariés touchent moins de 700 euros mensuels contre 1 000 cinq ans plus tôt, un quart de la population n'a plus de couverture sociale et la « croissance » économique set contracte de 30 %.

Pendant ce temps, la Grèce a consacré un quart de son budget annuel au versement de plus de 50 milliards d'euros d'intérêts à ses créanciers².

La trahison de la direction de Syriza

Fruit de la dictature et de la financiarisation accélérée de l'économie, la dette grecque est à 100 % illégitime et ne peut être qu'annulée, comme l'ont revendiqué pour la première fois les travailleurs lors de la manifestation du 22 mars 2011 à Athènes. C'est sur cette exigence que la direction de Syriza a surfé, mais à mesure que celle-ci se rapprochait du pouvoir, son discours et ses revendications se sont considérablement assagis. Fustigeant la troïka et réclamant l'annulation de la dette il y a encore cinq ans, voilà que le ministre des Finances

Détenteurs de la dette grecque en 2015



Yanis Varoufakis se félicite que le peuple grec soit considéré par l'accord validé le 20 février 2015 avec les créanciers internationaux comme « coauteur des réformes et de sa destinée ».

Pourtant, « changer le nom de la “troïka” en “institutions”, celui du “mémoire” en “accord” et celui des “créanciers” en “partenaires” ne change en rien la situation antérieure », comme le rappelle Manólis Glézos, eurodéputé Syriza, célèbre pour avoir participé au décrochage du drapeau nazi de l'Acropole le 30 mai 1941. La liste des concessions grecques est en effet longue ! Le gouvernement reconnaît le maintien de la tutelle de la troïka, renonce à toute mesure unilatérale susceptible d'avoir un impact négatif sur le budget et s'engage à rembourser intégralement et dans les délais impartis toute la dette. Et les « réformes » prévues par le gouvernement grec en annexe de l'accord le confirment : il s'agit pour l'essentiel des mesures prévues par la troïka, tandis que les dispositions phares du programme électoral de Syriza se cantonnent désormais à quelques vœux pieux non chiffrés mentionnés à la dernière page du document.

Non seulement Syriza a trahi son programme, mais elle se porte au secours des institutions européennes en proposant des mesures susceptibles d'éviter les deux principaux écueils de la crise grecque : le défaut de paiement et l'effondrement du système bancaire grec qui en résulterait, et une montée incontrôlée de la lutte des classes en capacité de remettre en cause l'essentiel, c'est-à-dire le paiement de la dette et la propriété privée des moyens de production et d'échange.

Vers une dette perpétuelle ?

Le défaut de paiement, c'est-à-dire la faillite de l'État grec, est en effet particulièrement redouté par les différents secteurs de la bourgeoisie européenne. Bien que les sommes en jeu en Grèce soient finalement faibles au regard des 6 000 à 8 000 milliards de dollars injectés dans l'économie mondiale depuis 2007, un défaut risquerait de déclencher une réaction en série incontrôlée, notamment sur le marché des CDS (Credit Default Swap).

Créés en 1994 par la banque J. P. Morgan, ces contrats d'assurance permettent aux acheteurs d'une dette d'entreprise ou

d'État de se protéger contre le non-paiement de celle-ci. En échange d'une prime, l'assureur s'engage à dédommager l'acheteur de toutes les pertes résultant d'un incident de paiement sur la créance assurée.



Objets d'une spéculation effrénée, dans la mesure où il est possible de s'assurer autant de fois qu'on le veut pour une dette que l'on peut ne pas posséder, leur montant – estimé – est passé de 6 400 milliards de dollars en 2004 à 57 900 milliards en 2007 avant de s'effondrer et repartir de plus belle. Les masses en jeu sont telles qu'une perte infime, de l'ordre de 0,1 à 0,2 %, siphonnerait l'intégralité des fonds réellement détenus par les banques, les contraignant au dépôt de bilan.

En proposant de transformer une partie de la dette grecque en « dette perpétuelle », c'est-à-dire une dette dont le débiteur paie à très longue durée les intérêts mais dont il ne rembourse pas le capital emprunté, Yanis Varoufakis avance une solution qui permettrait d'éviter le défaut de paiement, tout en continuant à payer rubis sur l'ongle les intérêts aux créanciers, d'autant plus qu'au bout d'un certain temps, le montant total des intérêts versés dépasse le montant prêté !

Cette solution, préconisée par certains secteurs de la bourgeoisie en Europe, pourrait être retenue à moyen terme en Grèce comme ailleurs. D'autant plus que bon nombre d'emprunts d'État sont aujourd'hui des « dettes perpétuelles » dans la mesure où les gouvernements empruntent pour financer le remboursement de dettes antérieures, empêchant par là même de s'acquitter du capital et de solder définitivement la dette.

Unifier les luttes pour annuler les dettes !

Payer la dette coûte que coûte – et donc appliquer les mesures d'austérité –, telle est la volonté de la direction de Syriza,

contrairement aux intérêts et à la volonté exprimée des travailleurs. Ces derniers ne se sont guère fait d'illusions, comme en témoigne l'abstention de 40 % des électeurs dans un pays où le vote est obligatoire³. Ce refus de signer un chèque en blanc à Syriza s'est accompagné d'une mobilisation qui n'a pas faibli depuis 2008. Plus de 20 000 manifestations ont ainsi été recensées par le ministère de l'Intérieur entre 2010 et 2014, dont une quinzaine de journées de grève générale largement suivies. Loin de courber l'échine, les travailleurs grecs et leur famille se battent pour leur survie !

En Grèce comme partout en Europe, la situation impose une réponse à la hauteur des enjeux posés. La survie du système capitaliste ne se fera qu'au moyen d'un approfondissement de la barbarie, par une régression sociale généralisée et par la multiplication des conflits militaires. Participer à son sauvetage, c'est sacrifier la population sur l'autel de la propriété privée et du profit !

L'urgence réside aujourd'hui dans la construction d'une organisation internationale révolutionnaire se battant jusqu'au bout pour le socialisme, c'est-à-dire la socialisation des moyens de production et d'échange à l'échelle mondiale pour la satisfaction des besoins sociaux de chacun.

Pour cela, l'unification des luttes, à l'échelle nationale comme à l'échelle européenne, est une nécessité d'autant plus urgente et évidente que la recherche de perspectives politiques par les travailleurs permet aujourd'hui de rendre saisissables les mots d'ordre transitoires d'annulation totale des dettes publiques, de nationalisation sans indemnité ni rachat et sous contrôle des travailleurs des banques et des principales industries, d'ouverture des livres de comptes des entreprises.

1) L'Église orthodoxe, premier propriétaire foncier du pays, était ainsi exemptée de tout impôt, tandis que les armateurs sont réputés pour leur fraude fiscale massive.

2) L'État français, qui détient 40 milliards d'euros de dettes grecques, a ainsi touché 80 millions d'euros d'intérêts en 2014.

3) Voir l'article « Syriza remporte une victoire à la Pyrrhus qui profite à la bourgeoisie », www.gsi-qi.org/?=3294.

Infographie par Greg

Source :

Visuel - lemonde.fr,

Six ans de tragédie grecque, 11 février 2015

Union Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

Le 27 janvier 2015

Victoire de la gauche en Grèce :

seuls le non-paiement de la dette, la rupture avec l'UE, la troïka, le FMI et leur politique d'ajustements structurels peuvent donner une issue aux travailleurs et à la jeunesse !

Lors des élections du 25 janvier, la gauche a triomphé. Syriza et son dirigeant Alexis Tsipras ont obtenu 36,6 % des votes, avec 2 246 064 voix. Le parti conservateur au gouvernement, Nouvelle Démocratie, a été mis en échec avec un score de 27,8 %. La victoire de la gauche est un fait très important qui a un impact sur tous les travailleurs et la jeunesse européenne. Et aussi sur les peuples du monde entier qui se battent depuis des décennies contre les politiques d'austérité des gouvernements pro-patronaux, agents de l'impérialisme et du FMI. (...)

La Grèce, un pays pillé par le FMI et la dette externe

Ces élections législatives ont été avancées pour former un nouveau gouvernement à cause de l'énorme crise politique et sociale que vit la Grèce. Cette crise s'est accentuée d'année en année depuis que ses gouvernements appliquent les ajustements et les politiques d'austérité en accord avec l'Union européenne (UE) et ce qu'on appelle la troïka (UE, Banque centrale européenne (BCE) et FMI) commandés par Angela Merkel et la finance internationale. En pleine crise économique mondiale, crise capitaliste qui a commencé en 2007, les banques et les multinationales veulent faire payer la crise aux travailleurs.

(...) Ce pays de 11 millions d'habitants a perdu, depuis 2009, un million d'emplois. 30 % des entreprises ont fermé, le salaire a chuté de 38 % et les pensions de retraite de 45 % ! Enfin, la dette externe équivaut désormais à 175 % du PIB (produit intérieur brut). Plus on paye la dette et plus on en doit.

Mais la classe ouvrière et la jeunesse ne sont pas restées les bras croisés : cela fait des années qu'elles résistent à cet ajustement brutal. Elles ont mené environ vingt grèves générales, des grèves partielles et des mobilisations sous toutes les formes. C'est ainsi qu'elles ont fait obstacle aux

plans de la troïka et des gouvernements complices. C'est pourquoi la Grèce traverse une instabilité politique et une aggravation de la crise de son régime politique.

Le triomphe de Syriza montre que les masses se radicalisent et cherchent un changement à gauche

(...) Au cours des précédentes élections, les résultats de Syriza ont atteint 16 % puis 26 %, au rythme de l'application des plans d'austérité, du discrédit des vieux partis et des luttes ouvrières et populaires. Ce vote exprime la rupture politique de millions de personnes avec les vieux politiciens et les partis qui ont appliqué et signé le mémorandum de coupures avec la troïka. C'est ce qui explique que la vieille gauche réformiste grecque, dont le noyau est le PASOK, cette social-démocratie qui a longtemps été au pouvoir avec Papandréou, s'est vue réduite à 4,6 % des voix. (...)

Les 2 millions de voix pour Syriza expriment ce ras-le-bol face aux gouvernements de la troïka et aussi la recherche d'un changement profond, à gauche, d'une rupture avec les politiques d'ajustement. En ce sens, le vote à gauche réveille durement l'attention et la crainte de l'impérialisme et de la troïka, qui craignent la contagion à d'autres pays.

Sans une rupture avec la troïka, avec l'UE et avec le paiement de la dette, il n'y aura pas une solution pour les travailleurs et la jeunesse de Grèce

Le succès électoral de la gauche et la mise en place d'un gouvernement mené par son dirigeant Alexis Tsipras ouvrent une nouvelle étape politique en Grèce. Des millions de travailleurs et de jeunes fondent de grands espoirs et l'attente d'un changement. Des millions de travailleurs en Europe et dans le monde partagent ce sentiment. En Espagne aussi, pour les élections municipales de mai apparaît un espoir semblable avec la nouvelle formation Podemos qui, selon plusieurs sondages,

pourrait mettre en échec le PP de Rajoy et le PSOE.

Nous, socialistes révolutionnaires de l'UIT-CI, (...) alertons les travailleurs sur le fait qu'ils ne doivent en aucun cas donner le blanc-seing au nouveau gouvernement. Le peuple travailleur grec doit continuer à compter sur sa propre mobilisation pour imposer les changements auxquels il aspire, pour en finir avec les plans d'ajustement et parvenir à renverser la situation. Nous affirmons catégoriquement que l'unique moyen pour entamer ces changements passe par un plan d'urgence qui annule le mémorandum, impose immédiatement le non-paiement de la dette et avance dans la rupture avec la troïka, la zone euro et l'UE. Il n'y a pas de place pour les demi-mesures. La dette et les accords avec l'UE sont la principale cause du drame que vit la Grèce. Sans en sortir, il n'y aura pas une solution.

En ce sens, nous devons signaler que ce ne semble pas être le chemin pris par le nouveau gouvernement de Syriza. Tsipras s'est engagé à en finir avec les ajustements et à augmenter les salaires. Mais au lieu de suspendre déjà tous les paiements de la dette, Tsipras et les dirigeants de Syriza parlent par exemple d'une « renégociation » afin de continuer à la payer dans de meilleures conditions. (...)

Maintenant Syriza commence même à pactiser avec un petit parti de droite (les Indépendants grecs, sixième à l'issue des élections) pour gouverner. Nous connaissons déjà les expériences des gouvernements latino-américains qui présentaient les mêmes arguments que Syriza aujourd'hui. Comme le cas de Lula et son gouvernement de gauche du PT, celui d'Evo Morales en Bolivie ou celui du chavisme au Venezuela. Dans ces pays, on n'a pas pris de mesures de fond anticapitalistes et pour ce qui est de Lula et du PT, il a directement pactisé avec le FMI, et les travailleurs ont vu trahir leurs espoirs

de changement. Au Venezuela, où le chavisme est arrivé au pouvoir il y a quinze ans avec de grands espoirs, le pays a plongé dans la crise, la pénurie alimentaire, les licenciements et l'inflation la plus importante d'Amérique latine. C'est pourquoi nous réaffirmons qu'il est encore et toujours nécessaire que la classe ouvrière soit indépendante de ces gouvernements, qu'elle soit protagoniste de sa lutte avec ses propres organisations, avec ses assemblées

et en contribuant, dans ces processus, à la formation d'une nouvelle direction socialiste révolutionnaire.

Dans cette perspective, nous appelons les travailleurs grecs, la jeunesse et la base de Syriza, ses secteurs plus combatifs, à exiger par leur mobilisation du gouvernement de Tsipras et Syriza qu'il assume la rupture avec un modèle économique basé sur l'endettement et le pillage, qu'il rompe avec la troïka et l'UE et qu'il cesse de payer la

dette. À exiger aussi l'élaboration d'un plan d'urgence qui inclue des mesures de fond pour sortir de la crise comme la nationalisation des banques et la réétatisation de toutes les entreprises et des propriétés privatisées, entre autres. C'est de là que viendra l'argent qui assurera des salaires et pensions justes, le travail, la santé et l'éducation.

Traduit par Garlone

Retrouvez l'intégralité du texte de l'UIT sur notre site

www.gsi-qi.org

Ukraine **Quelle alternative pour les travailleurs ?**

Par Mathieu

Voilà plus d'un an que la situation politique et sociale ne cesse de se dégrader en Ukraine. Depuis plusieurs mois, le pays est plongé dans une guerre civile dont les premières victimes sont les travailleurs et les jeunes du pays. La compréhension de ce qui est en train de se jouer actuellement dans le cadre de la guerre ukrainienne concerne l'ensemble des peuples d'Europe. Comprendre les enjeux et l'évolution du conflit est primordial pour les travailleurs du continent.

Commençons par réaffirmer que la situation actuelle ukrainienne est déterminée par deux facteurs centraux. Il s'agit, premièrement, des conséquences de la chute du mur de Berlin et de la volonté des puissances impérialistes d'imposer un « nouvel ordre mondial », qui a consisté en la conquête de nouveaux marchés, à l'est de l'Europe, sur fond de compétition inter-impérialiste ; deuxièmement, des conséquences de l'aggravation de la crise structurelle du capitalisme, entrée dans une nouvelle phase depuis 2007.

Les conséquences de la crise de 2007 sont donc venues se greffer sur une économie déjà ravagée par près de 20 ans de contre-réformes qui ont suivi la réintroduction du capitalisme dans le pays. Dans ce contexte, l'Ukraine est devenue un terrain d'affrontement entre la Russie qui voulait entraîner l'Ukraine dans l'Union Eurasiatique, et les puissances impérialistes qui voulaient conclure un accord pour soumettre l'Ukraine à l'UE.

A la fin 2013, d'importantes mobilisations

pour dénoncer la dégradation des conditions de vie et la politique économique du président ukrainien de l'époque, Ianoukovitch, se sont déroulées à Kiev. En l'absence d'organisation ouvrière indépendante, les formations pro-impérialistes et fascistes, soutenues notamment par les États-Unis et l'Allemagne ont confisqué le processus révolutionnaire. Dans ce contexte, les pays impérialistes ont imposé leur gouvernement, mettant de fait le pays sous tutelle, alors même qu'ils prétendaient garantir l'indépendance de l'Ukraine face à la Russie.

Une fois au pouvoir, le nouveau gouvernement ukrainien a mis en place les mesures réclamées par l'UE et le FMI. Il s'agissait de brader le charbon et la sidérurgie du Donbass, mais également les terres arables de l'ouest au profit des transnationales des pays impérialistes, de baisser les salaires et les pensions. Parallèlement, le nouveau gouvernement a développé une importante propagande anti-russe, relayée par les médias des pays impérialistes, présentant V. Poutine comme l'unique responsable de la situation de tension en Ukraine. La Russie a annexé la Crimée, mais son attitude a en réalité été défensive face à l'avancée des puissances impérialistes en Ukraine.

La population du Donbass s'est mobilisée contre le gouvernement Kiev. Les républiques de Lugansk et de Donetsk ont été proclamées mais n'ont été reconnues que par la Russie. En l'absence de parti révolutionnaire dans ces régions, de

nombreux oligarques dont les intérêts sont davantage liés à la Russie qu'à l'UE ont pris la tête des opérations militaires. La région, majoritairement russophone, a reçu le soutien de la Russie. Un conflit entre Kiev et les républiques du Donbass s'est développé au cours de l'année 2014.

Au cours de l'automne, après quelques succès militaires, l'armée ukrainienne a été repoussée par les troupes des républiques du Donbass. Les combats ont ainsi mis en lumière que le gouvernement de Kiev était un gouvernement fantoche tenu à bout de bras par les puissances impérialistes. Il y a donc clairement une imbrication entre la situation nationale ukrainienne et les affrontements de classe à l'intérieur du pays et les enjeux géostratégiques internationaux.

À partir de l'automne, l'impérialisme étasunien a voulu repartir à l'offensive notamment à deux niveaux : premièrement en contribuant à faire chuter le cours du pétrole pour déstabiliser la Russie qui vit en très grande partie des exportations de pétrole ; deuxièmement, sur le plan militaire en Ukraine. De larges secteurs de l'impérialisme américain ont explicitement exprimé leur volonté d'armer les forces pro-impérialistes pour reprendre le dessus militairement. Au mois de janvier, les impérialismes allemand et français se sont opposés à une telle option par crainte de l'impact d'un conflit aux portes de l'UE.

C'est dans ce contexte que se sont déroulées les négociations débouchant sur les accords dits de Minsk 2, le 12 février. Les participants à cette discussion étaient

les représentants des républiques de Lugansk et Donetsk, le président ukrainien Petro Porochenko, ainsi que V. Poutine, A. Merkel et F. Hollande. Les accords ont été présentés par la presse des pays impérialistes comme une victoire de la paix, que la diplomatie de l'Europe a imposée contre les ambitions guerrières de V. Poutine.

La réalité est que ces accords se font sur le dos de la classe ouvrière ukrainienne et entérinent le dépeçage du pays. Les accords prévoient une plus grande décentralisation et reconnaissent *de facto*, l'existence des républiques du Donbass ainsi que l'annexion de la Crimée par la Russie, chaque zone d'influence correspondant au rapport de force entre la Russie et l'UE. L'accord prévoit en théorie le retrait des armes lourdes du front du Donbass et le retrait de tous les militaires étrangers du sol ukrainien. Ces mesures doivent se dérouler sous la supervision de l'OSCE et de la Russie.

Au regard des derniers développements, il est pourtant peu probable que ces accords soient durables. Les désaccords inter-impérialistes sur la marche à suivre en Ukraine sont apparus au grand jour. Les États-Unis et leurs alliés européens veulent mettre Poutine à genoux mais ils divergent sur les moyens d'y arriver. Le Royaume-Uni et les États-Unis, qui n'ont pas participé aux négociations de Minsk 2, ont annoncé l'envoi des conseillers militaires pour soutenir l'armée ukrainienne. Dans le même temps, la Pologne et les pays baltes ont annoncé qu'ils se mobiliseraient contre la « menace russe ». Le France qui dit

œuvrer pour la paix, a annoncé qu'elle livrerait des armes « non létales » au gouvernement ukrainien. Ce dernier, a, pour sa part, annoncé, fin février, qu'il allait porter les effectifs de l'armée de 180 000 à 250 000 hommes, et ce, dans un contexte où le refus de la conscription est de plus en plus fort, surtout après la défaite subie à Debaltsevo le 15 février, au moment où se déroulaient les négociations de Minsk.

Les dirigeants des républiques de Lugansk et de Donetsk, des oligarques reconvertis en chefs militaires, expriment, quant à eux, la volonté de poursuivre les combats en direction de Slaviansk et surtout de Marioupol, principal port de l'ancien *oblast* de Donetsk, mais qui échappe pour le moment au contrôle de la république de Donetsk.

Dans le même temps, le FMI continue d'exercer sa pression sur le peuple ukrainien et peut compter sur le gouvernement de Kiev. L'institution internationale exige notamment la fermeture de 32 mines de charbons, la privatisation de 35 autres, le licenciements de 25 000 mineurs, une hausse de 270 % des prix du gaz pour les particuliers, ainsi qu'une hausse du prix de l'électricité. De son côté, la Russie exerce une pression à travers l'exigence du paiement du gaz livré par Gazprom à l'Ukraine. En Ukraine, comme dans le reste de l'Europe, la nécessité de l'annulation de la dette apparaît clairement.

Ses mesures ne vont faire qu'empirer les conditions de vies déjà dramatiques des travailleurs d'Ukraine. Le chômage

explose, notamment en raison des tensions entre Kiev et la Russie, de nombreuses entreprises ukrainiennes travaillant pour l'économie russe étant à l'arrêt. Les arriérés de salaires explosent. En 2015, l'inflation réelle devrait approcher les 200 %. La monnaie nationale, la Hryvnia, a perdu 70 % de sa valeur en 2014. En un an, les revenus ont chuté de 15 à 25 % en moyenne. Le salaire minimum est désormais de 43 dollars. Les salaires et les pensions ne sont plus versés par Kiev aux habitants des républiques de Lugansk et Donetsk, entraînant une situation critique.

Face à la situation catastrophique à laquelle est confrontée la classe ouvrière, face au démantèlement de l'Ukraine, face aux bruits de bottes qui se font entendre en Europe, il est primordial d'adopter une politique d'indépendance de classe. Cela signifie chercher à se lier avec tous les secteurs ouvriers en Ukraine et en Europe qui défendent un politique d'indépendance de classe et qui combattent aussi bien les impérialistes, et les fascistes que les oligarques soutenus par Poutine. Cela signifie aussi réaffirmer la validité du mot d'ordre d'Ukraine unie, socialiste et indépendante. Les travailleurs d'Ukraine et ceux de Russie n'ont rien à gagner dans la lutte fratricide qui met aux prises les puissances impérialistes et la Russie. Cela signifie également soutenir toute initiative qui permettra la mobilisation unie des travailleurs contre l'UE guerrière. Défendre ces mots d'ordre ainsi que ceux d'annulation de la dette et la perspective des États-Unis Socialistes d'Europe s'inscrit dans cette démarche.

<http://www.gsi-qi.org>

Sommaire du n°151



- ✓ **Édito** - p.2
- ✓ **Revue de presse sociale** - p.3
- ✓ **Que faire des élections départementales ?** - p.5
- ✓ **Défendre les libertés démocratiques** - p.6
- ✓ **Journée mondiale des droits des femmes**
Travailleuses, en lutte contre la précarité et l'austérité ! - p.8
- ✓ **Commerce et services**
Loi Macron : « On est de plus en plus nombreux en manifestants » - Interview d'une salariée de Gibert Joseph - p.9
- ✓ **Éducation**
Dans les écoles, les collèges et les lycées, unifions nos luttes ! - p.10
- ✓ **Jeunesse**
Unité contre les ComUE ! - p.11
- ✓ **Annuler la dette!**
La Grèce, un concentré de crise(s) - p.12
- ✓ **International**
 - * **Victoire de la Gauche en Grèce : Déclaration de l'UIT** - p.14
 - * **Ukraine : Quelle alternative pour les travailleurs ?** - p.15